

à forte teneur en soufre à se tourner vers l'importation de charbon albertain à faible teneur en soufre, initiative qui contribuerait du moins partiellement à réduire notre déficit commercial ainsi que le phénomène des pluies acides.

Mme Erola: Monsieur l'Orateur, je tiens à dire au député que l'Ontario vient effectivement de découvrir dans son sous-sol des gisements de charbon et qu'actuellement notre propre CANMET étudie en collaboration avec la société Onakawana la possibilité de construire une centrale thermique à proximité du gisement. Celle-ci entrerait probablement en service d'ici cinq ans.

M. Bill Blaikie (Winnipeg-Birds Hill): Madame le Président, on serait tenté, dans le cadre d'un débat sur la politique énergétique en général, surtout lorsque l'on intervient, comme je le fais, en fin de séance, de réfuter nombre des idées qui ont été avancées au cours du débat, en particulier par les députés libéraux.

Je ne donnerai pas dans ce travers mais me permettrai toutefois de féliciter le gouvernement pour toute la panoplie de rapports rédigés par les fonctionnaires fédéraux et par les cadres du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources à l'intention de différents députés libéraux qui sont intervenus aujourd'hui. Cela donne une bonne idée de la manière dont la bureaucratie dirige le gouvernement du pays.

Comme l'a indiqué le député de Vancouver Kingsway (M. Waddell) cet après-midi, nous avons jugé bon d'aborder, dans le cadre d'un débat sur l'énergie, une question à laquelle la Chambre ne s'est guère intéressée. Je parlerai donc de la question de l'énergie nucléaire. A mon avis, discuter de politique énergétique n'a absolument aucun sens si l'on ne tient pas compte de l'énergie nucléaire et des problèmes que nous pose cette source énergétique. Je constate que c'est un sujet que l'on évite d'aborder dans les débats sur l'énergie, comme si c'était un sujet à bannir. Nous parlons des mesures concernant les approvisionnements en pétrole étranger, mais nous agissons comme si chacun savait ce que nous voulons dire lorsque nous parlons de «faire appel à d'autres sources»; cependant, nous ne tenons pas vraiment à en parler. L'expression «énergie nucléaire» est frappée du même anathème que le mot «cancer» l'était il y a une vingtaine d'années. Elle est presque tabou.

Nous tenons à parler aujourd'hui d'énergie nucléaire parce que le gouvernement s'est manifestement engagé de la faire figurer dans sa stratégie énergétique. Le secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. MacLaren) avec qui j'ai débattu diverses questions par le passé—y compris celle de la voûte expérimentale utilisée pour étudier les répercussions à long terme de l'entreposage des déchets radioactifs au Lac du Bonnet—a décrit en fin de soirée à la télévision le rôle de l'énergie nucléaire au Canada sans pratiquement formuler de critique. C'était vraiment décevant d'entendre un membre du gouvernement faire preuve d'autant de naïveté à l'égard de l'énergie nucléaire. Il n'a pas même reconnu que certains se posent de très sérieuses questions au sujet de l'énergie nucléaire. Et je désapprouve son insouciance.

Je soutiens ce soir que l'énergie atomique devrait faire l'objet d'un véritable débat public au Canada. C'est une question trop importante pour que le gouvernement actuel ou tout autre gouvernement l'examine sans discernement et sans l'avis, et chose encore plus importante, sans l'opinion de ceux qui à l'échelle mondiale sont liés à l'industrie nucléaire.

L'énergie

L'énergie atomique n'est pas simplement une question d'ordre technique, mais elle suppose une façon d'envisager le monde et notre rôle futur. Les questions de ce genre se prêtent à un débat politique et c'est ce que je veux proposer à la Chambre des communes ce soir. Si nous voulons accomplir notre travail de façon appropriée, si le gouvernement veut nous aider à l'accomplir comme il convient, alors d'une façon ou d'une autre, peu importe le contexte, la Chambre devrait entamer un débat libre et intelligent sur l'énergie atomique.

Mes collègues à ma droite, les progressistes conservateurs, étaient disposés quand ils étaient au pouvoir, à tenir une enquête parlementaire. Nous préférons une enquête publique—une initiative de plus grande envergure sur toute la question de l'énergie atomique—mais du moins comme le député de Vancouver-Kingsway le disait tantôt, ils étaient disposés à reconnaître que la question suscite de la dissension et de l'inquiétude. Je leur en tiens compte. Le comité aurait peut-être été inondé de documents provenant de l'Énergie atomique du Canada Limitée; c'est du moins ce que je pensais à l'époque. Il n'en serait probablement pas arrivé à des conclusions fracassantes, mais il aurait au moins admis l'existence du problème.

Nous, néo-démocrates, sommes en faveur d'un moratoire interdisant la construction de nouveaux réacteurs nucléaires tant qu'il n'y aura pas eu de véritable débat sur la question. Si un tel débat n'a pas lieu, les Canadiens se laisseront entraîner dans une voie qu'ils n'auraient pas voulu suivre s'ils avaient eu l'occasion d'y réfléchir sérieusement. Je préférerais personnellement que l'on organise un référendum sur l'utilisation de l'énergie nucléaire et, en ma qualité de député, je présenterai un bill privé à la Chambre à ce sujet. La tenue d'un référendum permettrait au moins à la population de faire un choix conscient. Les Canadiens auraient l'occasion de décider s'ils veulent oui ou non d'un avenir nucléaire. Je sais bien que maintenant l'opportunité de tenir des référendums est très contestée, mais pour ma part, je suis en faveur d'une telle solution dans ce cas-ci.

Dans le débat sur la conversion au système métrique, j'ai dit qu'il aurait fallu élargir les paramètres du débat politique pour que la politique demeure un processus vivant et vital. Il faudra qu'un nombre croissant de décisions qui étaient l'apanage des bureaucrates soient prises dorénavant à l'échelon politique. Si l'on veut que les gens accordent une certaine importance au processus politique, si l'on veut qu'ils continuent à croire que la Chambre des communes joue un rôle important—s'ils n'ont pas déjà cessé de le croire—il faudra élargir les paramètres du débat politique. C'est de là que vient le malaise que nous connaissons actuellement—les paramètres sont si étroits que les Canadiens pensent que bien des décisions sont prises automatiquement, sans qu'il y ait vraiment eu de débat. C'est peut-être en partie la faute des Canadiens. Mais c'est aussi parce qu'on les rassure abusivement dans certains domaines, dont celui de l'énergie. C'est ainsi que la propagande gouvernementale leur fait croire que tout est prévu, qu'il suffit de faire confiance aux structures, aux valeurs et aux objectifs actuels et que l'avenir énergétique du Canada est assuré.

● (2110)

Pourquoi donc, dans ce cas, la question de l'énergie nucléaire prend-elle tant d'importance? Pourquoi en fait-on une question à part que l'on réserve pour un débat particulier?